

DÉBAT SUR
LA LOI DE
FINANCES 2009

Les députés
critiquent le
gouvernement

L'Assemblée populaire nationale a poursuivi, hier, les débats autour du projet de loi de finances et du budget de l'année 2009. La plénière d'hier s'est déroulée en l'absence du ministre des Finances, en déplacement à Washington. Quant aux débats, ils ont quelque peu débordé sur des thèmes d'actualité. A l'instar de l'intervention d'une élue du Front de libération nationale qui a demandé la création d'une commission de contrôle des fonds débloqués par l'Etat pour les sinistrés de la catastrophe de Ghardaïa. L'initiative a fait réagir le président de l'APN qui n'a pas hésité à la qualifier d'«inutile». «Nous refusons la création d'une telle commission. Cela est inutile et sans intérêt. Les députés de Ghardaïa peuvent s'occuper de ce suivi. Cette catastrophe est d'origine naturelle, laissons donc faire les spécialistes sur le terrain», a lancé Abdelaziz Ziari. Toujours dans le même cadre, Mohamed Taoui, député FNA de Ouargla, est revenu sur le renforcement des moyens de la Protection civile. «Le budget actuel de la Protection civile ne lui permet pas de faire face efficacement à toutes les catastrophes que subit notre pays. Il est nécessaire de le revoir à la hausse», précisera-t-il. Mohamed Taoui a, par ailleurs, estimé que les pouvoirs publics ont peu de considération pour les régions du Sud. «Pour sanctionner un chef de daïra, on fait en sorte de le muter dans une wilaya du Sud.

Il est temps que cela cesse, cette partie de l'Algérie n'est pas un bagne.» Notons que plusieurs députés des wilayas du Sud ont dénoncé les conditions de vie dans ces régions, notamment en matière d'emploi et d'alimentation en eau et en électricité.

La plénière d'hier a également connu des critiques envers l'exécutif, notamment sur le plan fiscal. La lancinante question des taxes de mise en circulation des véhicules a été évoquée à plusieurs reprises. La majorité des intervenants ayant exigé la suppression de cette disposition introduite à la loi de finances complémentaire de l'année 2008.

Autre grief évoqué : la non-présentation par le gouvernement d'une loi de règlement budgétaire. Mourad Medelci, prédécesseur de Karim Djoudi au département des finances, s'était engagé à présenter cette loi en 2008. Il semblerait que le gouvernement ne soit pas encore disposé à se conformer à cette obligation constitutionnelle.

Notons, enfin, que les débats se poursuivront aujourd'hui. La plénière de samedi sera consacrée aux interventions des chefs de groupes parlementaires et aux réponses des ministres. La réponse du ministre des Finances est programmée pour mercredi 15 octobre et l'adoption de cette loi par l'APN pour le 23 octobre.

T. H.

DEUX AUTRES DÉCÈS AU QUARTIER BARDO À CONSTANTINE

La malédiction

Au moins deux autres personnes ont trouvé la mort, hier, au vieux quartier Bardo à Constantine suite à l'effondrement partiel du lycée Tayeb-Lokbi, peu après l'entame de sa démolition par l'une des entreprises en charge de l'opération de désintégration du site.

Encore une fois, il s'agit d'employés affectés à ce chantier par ladite entreprise et dont l'un serait un sous-traitant, propriétaire du matériel utilisé dans la démolition du lycée, Omar Hallab, la cinquantaine en l'occurrence. En fin d'après-midi, ce dernier se trouvait encore sous les décombres, éparpillés sur un périmètre qui fait environ 10 mètres sur 50. Un drame qui a fait également une

dizaine de blessés, recensés parmi les intervenants aux côtés des éléments de la Protection civile.

Il s'agit de trois policiers qui encadraient l'opération, de deux employés de l'entreprise et de quatre autres citoyens dont une femme et sa fillette.

En fait, personne n'a pu donner un chiffre précis, s'agissant du nombre exact des blessés, tant

les citoyens ont accouru au secours des victimes avant même l'intervention des pompiers.

Les agents de la Protection civile ont fait appel à la brigade canine, dépendant de la sûreté de wilaya, afin de repérer la victime ensevelie sous les décombres.

Cette catastrophe, qui intervient une vingtaine de jours, après un accident similaire, qui avait coûté la vie à deux autres employés d'une autre entreprise à la mi-Ramadan, aurait pu avoir des conséquences plus graves, puisque la veille, le wali de Constantine a recouru à la force publique pour «déloger» pas

moins de 70 familles qui occupaient le site. Les services de la wilaya n'ont, eux, évoqué qu'une vingtaine de familles soupçonnées de vouloir profiter de la situation, pour faire partie des bénéficiaires du recasement, alors que les services de l'ordre ont recensé un chiffre plus important.

Au moment où nous mettons sous presse, le corps de la deuxième victime n'a toujours pas été retrouvé alors qu'on appréhende un bilan plus lourd, puisque des enfants se trouvaient sur les lieux, peu de temps avant le drame.

K. G.

CONSEIL NATIONAL DU FFS

Un code de médiation en débat

Le Front des forces socialistes (FFS), qui peine toujours à recouvrer sa sérénité organique, réunit aujourd'hui jeudi et demain vendredi une session ordinaire de son conseil national. A l'occasion, Karim Tabou, le premier secrétaire du parti, soumettra à examen le code national de médiation et de règlement des conflits.

Sofiane Aït Iffis - Alger (Le Soir) - Ce fameux code reste indéniablement le chapitre le plus prépondérant d'un ordre de jour qui consigne également, outre le détail inhérent à la structuration du parti, la traditionnelle résolution politique. Confronté à ce qu'on pourrait qualifier de contestation permanente, le parti de Hocine Aït Ahmed se cherche un moyen de résorber, du moins atténuer des effets des turbulences organiques qui, pour récurrentes qu'elles soient, ont fini par lui façonner un handicap.

La sanction disciplinaire, souvent contestée par les militants qui font les frais, a été contre-productive, puisqu'elle a, à chaque fois qu'elle se

trouve prononcée, soufflé sur un nouveau brasier de protestation.

La direction du parti semble s'être éveillée à cette réalité d'où la réflexion qu'elle a engagée autour de l'élaboration d'un code national de médiation et de règlement des conflits. Plutôt donc que l'activation systématique de la commission de discipline, le FFS voudrait à l'avenir recourir, en cas de conflits, à des mécanismes de médiation.

Ce qui voudra dire qu'il entend non seulement définir les principes de la médiation mais aussi mettre en place la structure qui se chargera de leur application.

Une sorte de comité des sages, en somme. Il va sans dire que, s'il a adopté la médiation comme principe codifié, le FFS a tablé, en arrière-fond, sur un dividende politique. Le parti pourrait vouloir par là mettre un terme à la querelle qui envénime la relation entre sa direction actuelle et les anciennes générations de militants, ceux de 1963, en premier chef. Ces derniers, d'aucuns le savent, ont, depuis des années déjà, animé le

principal de l'agitation bruyante à laquelle le parti a eu à faire. La direction du parti ne pouvait pas rester insensible à l'action de ses contradicteurs qui, outre leur foi militante, font valoir un engagement doublé d'une légitimité historique.

La médiation que le FFS entend donc instaurer comme autre moyen de régler les conflits intéresserait les anciens du parti.

Elle intéresserait aussi d'autres cadres du parti mis à l'écart pour cause de mésententes organiques.

Elaboré en même temps que la préparation des congrès de section et de fédération de parti, le code en question poursuit également de circonscrire les mécontentements et, au besoin, les traiter dans une structure du parti qui ne serait pas forcément la commission de discipline.

Car, il y a un fort risque que les turbulences de fond qui traversent le FFS remontent à la surface au moment de l'installation des fédérations et des sections.

Tabou veut anticiper mais y parviendra-t-il ? S. A. I.

LE PHÉNOMÈNE PREND DE L'AMPLEUR

Une trentaine d'immigrants clandestins arrêtées en une journée à Maghnia

Les Brigades des gardes frontières algériennes (GGF) font face à un immense flux migratoire qui ne cesse de s'intensifier. Chaque semaine, des dizaines d'immigrants clandestins, venant de différents pays de l'Afrique subsaharienne, sont arrêtés au niveau de la bande frontalière algéro-marocaine s'étendant sur plusieurs centaines de kilomètres. Les GGF algériens éprouvent d'énormes difficultés à faire face à l'ampleur de l'immigration clandestine vu l'immensité du territoire à couvrir bien qu'ils soient dotés de nouveaux moyens de lutte.

De notre envoyé spécial à Maghnia, Lyès Menacer

Une trentaine d'immigrants clandestins ont été arrêtés en milieu de semaine à Oued Anfour et Oued Djordji, à Maghnia (wilaya de Tlemcen), au niveau des frontières algéro-marocaines, avons-nous appris. Deux Algériens auraient été trouvés en compagnie de ces migrants et seraient accusés de soutien à l'immigration clandestine, selon des sources proches du premier groupement des gardes frontières de Maghnia. Ce groupe d'immigrants a été surpris par les GGF de Maghnia en plein sommeil, quelques heures avant le lever du soleil. Ces clandestins viennent du Sénégal, du Tchad, du Mali, du Cameroun et autres pays de la zone subsaharienne. Certains attendent le moment opportun pour effectuer leur traversée pour l'Europe. Les passeurs leur ont proposé 2 200 euros pour pouvoir fouler le sol espagnol. Interrogé sur la manière avec laquelle ils sont arrivés en Algérie, un

Libérien de 20 ans, ayant passé sa vie dans un orphelinat, exige carrément de l'argent pour répondre à une telle question. «Nous n'avons plus rien, même pas de quoi acheter à manger», dit-il pour justifier les raisons qui le poussent à demander de l'argent en contrepartie d'un témoignage. Toutefois, ce ne sont pas tous les immigrants clandestins qui rêvent du «paradis européen». D'autres affirment vouloir rester en Algérie et chercher du travail. C'est l'exemple de Amaradou, un Tchadien de trente ans qui a fui son pays à cause du chômage. «Je suis venu en Algérie pour travailler et gagner de quoi survivre. Je ne veux pas aller en Europe puisque je peux être bien ici», dira-t-il l'air désorienté après son arrestation à laquelle il ne s'attendait nullement pas. Amaradou déclare qu'il avait tenté sa chance auparavant au Maroc, à Oujda exactement, mais il a vite démissionné vers Maghnia où, selon lui, les conditions de vie sont meilleures et les chances de trouver un emploi sont multiples. Assis à

l'ombre d'un arbre avec d'autres compagnons, Kourouba, un Mauritanien âgé de 32 ans, accuse les services de sécurité algériens de «non-respect» de la personne humaine. «C'est vrai que nous sommes des immigrants clandestins mais nous ne sommes pas des monstres. Nous sommes ici à la recherche d'une source de survie», dit Kourouba qui affirme avoir quitté son pays en raison de la pauvreté et de l'instabilité politique. «Ils nous ont brûlé nos vêtements et notre literie. Ils ont aussi détruit ce qui nous servait de maison», dénonce son compatriote qui exhibe le nombre de chemises et tricots qu'il a enfilés pour supporter le froid de la nuit. «Nous sommes obligés de tout détruire pour éviter la création de bidonvilles au niveau de ces oueds où le trafic de drogue et la prostitution peuvent s'installer». Parmi les clandestins arrêtés, il y a trois Camerounais qui se disent être des étudiants qui ont cessé leurs études pour des raisons financières. «J'ai abandonné mes études de droit au bout de ma deuxième année parce que je n'ai pas de quoi payer ma pension. Je suis venu ici pour ramasser de quoi terminer mon cursus dans mon pays afin d'aider ma famille», explique-t-il en émettant le souhait de pouvoir poursuivre ses études en Algérie. Son compatriote enchaîne : «J'ai commencé des études de commerce international et de marketing à El-Azhar en Egypte. J'ai aussi obtenu un diplôme de plongée sous-marine

qui m'a permis de travailler quelque temps là-bas. Resté sans argent, j'ai tenté ma chance en Algérie mais j'ai été arrêté au troisième jour de mon arrivée ici à Maghnia. Maintenant, je ne sais plus ce que je vais faire si on me reconduit à la frontière.» Interrogé sur le sort réservé à ces immigrants, le commandant du premier groupement des gardes frontières Aouragh Lounès dira que la décision revient à la justice qui tranchera au cas par cas.

Certains des immigrants récidivistes pourraient faire l'objet d'une décision d'emprisonnement alors que d'autres pourraient être reconduits aux frontières. Les services de sécurité algériens procèdent à chaque fois à la prise des empreintes, ce qui leur facilite l'identification de ces immigrants que rien ne décourage pour aller jusqu'au bout de leur projet. Les gardes frontières algériens ont été renforcés ces derniers temps avec de nouveaux moyens humains et matériels. Des postes avancés au nombre de 11 ont été aussi installés, 13 sont en cours de construction, au niveau des frontières algéro-marocaines, devenues ces dernières années une véritable zone de transit des immigrants clandestins qui viennent des pays de l'Afrique subsaharienne, à la recherche d'un nouvel eldorado, soit en Europe et même en Algérie, que certains considèrent comme un pays où il fait bon vivre.

L. M.